



# LA PLACE DU LOISIR DANS LE MOUVEMENT TOUS RURAUX

Photo : Shutterstock.com



PAR JOCELYN GARNEAU,  
ÉTUDIANT AU DOCTORAT  
EN DÉVELOPPEMENT  
RÉGIONAL, UNIVERSITÉ  
DU QUÉBEC À RIMOUSKI

L'année était 2014, les vivres étaient coupés pour l'organisme Solidarité rurale du Québec (SRQ) et les Conférences régionales des élus (CRÉ). Un véritable croche-pied pour les régions rurales de la province. Les pouvoirs des CRÉ ont quelque temps flotté en l'air avant de retomber sur les MRC et les municipalités, qui ont repris le flambeau du développement économique régional. De son côté, SRQ, fort de ses membres et de ses partenaires, a poursuivi son mandat d'expertise-conseil en affaires rurales.

L'année est maintenant 2018. Voulant réaffirmer aux plus hautes instances provinciales l'importance des spécificités rurales dans l'élaboration des politiques publiques, SRQ instaurait le mouvement Tous ruraux, une proposition pour « des territoires vivants et qui vont de l'avant ». L'argument principal du mouvement affirme, preuves à l'appui, que le rural et l'urbain se complètent et que, dans cette interdépendance, chacun d'eux doit prendre soin de sa contrepartie.

La proposition de SRQ et de ses partenaires documente et esquisse des solutions pour relever trois grands défis du territoire rural : l'occupation active et la vitalité des territoires, la gouvernance des territoires et, finalement, l'affirmation de la fierté collective et partagée d'être rural.

L'objectif de cet article est de circonscrire la place importante du loisir et de ses agents dans l'articulation de solutions innovantes pour ces trois défis.

## OCCUPATION ACTIVE ET VITALITÉ DES TERRITOIRES

Pour SRQ, l'occupation et la vitalité des territoires reposent sur l'accès des populations à une gamme de services offrant au citoyen un maximum de possibilités dans les environs de sa propre municipalité. On parle d'accès à des emplois de qualité, à des services de pointe en matière d'éducation et de formation, à des soins de santé, à des commerces de proximité, à un réseau de transport en commun et de

« Tous ruraux, une proposition pour des territoires vivants et qui vont de l'avant »



Améliorer  
la qualité de vie  
des Québécois,  
un parc à la fois.

[www.techsport.ca](http://www.techsport.ca)

PMA145

télécommunications compétitif. L'accès à une gamme variée d'activités récréatives, sociales, de plein air, sportives et culturelles de qualité constitue également une problématique importante qui ne doit pas passer en dernier.

Sans un niveau de services de proximité semblable, sans être totalement équivalent ou concurrentiel à celui des villes, la rétention et l'attraction des ruraux se compliquent. Sans cette proximité, les régions rurales peinent à capitaliser sur la plus grande force de leur milieu de vie : une qualité axée sur la nature, la tranquillité, les paysages et le rythme plus humain du quotidien.

Au Québec, la municipalité est responsable du loisir public. Les conseils municipaux ont donc une influence directe sur la gamme d'activités offertes au citoyen. La décision d'investir en loisir leur appartient. Si un petit village ne peut seul soutenir une offre de loisir aussi variée qu'une grande ville, l'ensemble des municipalités d'une région dispose de cette capacité. Grâce à des stratégies de collaboration intermunicipale, comme la reconnaissance d'équipements supralocaux, la coordination et la complémentarité des offres locales pour obtenir des économies d'échelle, les élus en région rurale peuvent mettre en place une gamme d'activités aussi diversifiée qu'en ville.

De leur côté, les travailleurs en loisir, en tant qu'experts de leur milieu, doivent tout mettre en œuvre pour pousser leur conseil municipal vers le réinvestissement et la coopération. Ils doivent documenter les problématiques de leur milieu et les bons coups qui connaissent du succès ailleurs. Ils doivent aussi, dans les limites du carré de sable établi par les conseillers, rester ouverts à des solutions innovantes qui sortent du « business as usual ».

Le travailleur en loisir peut agir concrètement pour contribuer à résoudre le défi de l'occupation active du territoire :

- Revendiquer la création d'une table des travailleurs en loisir pour sa MRC afin de faire des recommandations pour le développement du loisir régional à la Table des maires;
- Maintenir l'offre actuelle d'activités de sa municipalité tout en développant de nouvelles avenues en complémentarité avec les offres des autres;
- Se tenir informé des innovations sociales qui connaissent du succès ailleurs dans la province.

## GOVERNANCE DES TERRITOIRES

La proposition Tous ruraux le rappelle : « La démocratie est une valeur fondamentale dans notre société. La proximité et la bonne communication entre les élus et les citoyens sont essentielles. » Au Québec, le citoyen peut user de son droit démocratique pour élire ses représentants dans trois institutions locales : la municipalité, la commission scolaire et, parfois, la MRC, là où il y a élection du préfet au suffrage universel.

Pourtant, on vote de moins en moins au niveau local. La participation aux élections municipales est en chute libre et le taux de présence aux urnes des élections scolaires est famélique. Cette apathie est probablement symptomatique de plusieurs phénomènes sociaux, dont la professionnalisation de la plupart des services publics, après que l'État a pris le relais de l'Église. Le retrait du clergé fut positif dans beaucoup de secteurs, pour des raisons qui ne seront pas exposées ici, mais un secteur n'a pas été repris formellement par une institution : celui du développement et du renforcement social des communautés locales.

La communauté locale se définit ici comme un ensemble de personnes liées entre elles par une culture commune découlant, entre autres, des lieux communs qu'elles habitent. Cette culture crée chez eux une identité commune et un sentiment d'appartenance sur fond d'interdépendance des membres du

« La démocratie est une valeur fondamentale dans notre société. La proximité et la bonne communication entre les élus et les citoyens sont essentielles. »

groupe. Cette interdépendance amène les individus de la communauté à prendre en main leur propre avenir.

Si un service municipal reprenait la responsabilité du développement et du renforcement social des communautés locales, il s'agirait forcément du service de loisir, vu sa proximité avec le citoyen et sa mission. C'est par conséquent le rôle du loisir public face au défi de la gouvernance des territoires : il doit raviver le sentiment d'appartenance et renforcer l'interdépendance des communautés locales par le soutien à la participation sociale et par l'éducation populaire, pour que ces communautés soient convaincues qu'elles peuvent influencer leur propre destinée.

À ce sujet, Alain Fortier, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, a parlé « d'éducation à la citoyenneté » lors du Grand rassemblement Tous ruraux le 23 mai dernier à Québec. À ce même rendez-vous, Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), a souligné l'importance de la responsabilisation et fait référence aux cas inspirants des écoles tenues par les communautés chez nos voisins anglophones. Finalement, Fred Pellerin, célèbre conteur et tête d'affiche du mouvement, a affirmé que « l'avenir de la ruralité va venir du dedans ».

Pour développer et renforcer sa communauté locale, le travailleur en loisir peut concrètement :

- Aménager des lieux publics qui favorisent la rencontre et la sociabilité plutôt que la consommation;
- Soutenir et accompagner le démarrage d'un comité de loisir pour les jeunes, les initiant à la participation citoyenne et leur permettant de développer leur estime de soi dans leur milieu;
- Multiplier et soutenir les occasions de participation démocratique et d'éducation populaire comme les consultations citoyennes ou les budgets participatifs.

## AFFIRMATION DE LA FIERTÉ COLLECTIVE D'ÊTRE RURAL

Les communautés rurales doivent être fières de leurs accomplissements et communiquer leur fierté au reste du monde. Elles se trouvent d'ailleurs dans l'obligation d'assurer leur propre visibilité, car une étude récente de la Coop Carbone montre que moins d'un pour cent de la couverture médiatique québécoise est consacré aux nouvelles de l'univers rural. La proposition de SRQ mentionne aussi l'importance de mettre en valeur les environnements naturels, les paysages et le patrimoine des milieux ruraux, dans un paradigme de gestion durable de la ressource.

Pour relever ce défi, la municipalité et les acteurs du loisir peuvent :

- Aménager des parcs naturels ou soutenir des organisations qui se donnent cette mission;
- Soutenir la valorisation des édifices patrimoniaux ou portant une valeur identitaire pour la communauté locale;
- Donner de nouvelles vocations à ces bâtiments du patrimoine, tout en conservant leur valeur historique et affective.

Oui, il est primordial de conserver le plus près possible de la communauté les lieux et les événements qui contribuent à renforcer son identité, comme la fête de village ou la microbrasserie du centre-ville. Tout bâtiment ou manifestation emblématique de la municipalité devrait être conservé localement. Toutefois, à l'ère où la coopération intermunicipale pour les loisirs en milieu rural est une nécessité, le travailleur en loisir doit demeurer ouvert à l'idée que les loisirs spécialisés, plus luxueux, ne peuvent pas tous être disponibles à l'échelle du village.

Finalement, pour promouvoir la fierté collective, le travailleur en loisir devrait chercher à diffuser les innovations de son milieu à ses collègues d'ailleurs.

## ORGANISATEUR DE PROXIMITÉ ET BÂTISSEUR DE COMMUNAUTÉ

Pour conclure, il apparaît que le rôle du travailleur en loisir dans le défi du rural consiste à bien plus que planifier ou programmer des activités. D'une part, il est un organisateur de proximité en coordonnant une offre de loisir complexe par des aménagements qui favorisent la pratique libre, par l'organisation directe d'activités ou par le soutien à des organismes et associations qui le font à sa place. D'autre part, il se fait bâtisseur de communauté en soutenant des initiatives qui renforcent le sentiment d'appartenance, l'interdépendance et la participation sociale.

